

## Québec : Le gouvernement veut étouffer la voix des étudiants! (22.5.12)

***Depuis bientôt 100 jours, les étudiants québécois manifestent contre une hausse de près de 75% des frais d'inscription à l'université, imposée par leur gouvernement. Vendredi passé, le Québec a adopté une nouvelle loi pour « juguler le conflit étudiant » (FEF - Bruxelles, le 21 mai 2012).***

Il s'agit en fait d'une loi qui restreint le droit de manifester et qui punit les contrevenants à de très lourdes amendes (de 1.000 à 5.000 dollars canadiens pour un étudiant et de 25.000 à 125.000 dollars canadiens pour une organisation étudiante). L'opposition l'a déjà qualifiée de « loi-matraque ».

La Fédération des Etudiants Francophones condamne cette loi d'exception, foncièrement liberticide. Alors que les étudiants québécois cherchent le dialogue avec le gouvernement Charest, celui-ci refuse de les entendre et les force maintenant à se taire.

Cette loi ne fait que mettre de l'huile sur le feu dans un dossier déjà épineux. Non, cela n'est pas illégal de réclamer la défense de ses droits et la défense d'un enseignement supérieur accessible à tous !

En effet, le Canada (comme la Belgique) a adhéré en 1976 au Pacte de New-York relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui défend l'instauration de la gratuité progressive des études supérieures, et qui s'oppose ainsi à l'augmentation du coût des études. Augmenter les frais d'inscription constitue un frein considérable à l'accès à l'université. De plus, le Ministre Charest lui-même s'était engagé à geler les frais d'inscription à l'université.

La FEF rappelle sa position historique, pour un enseignement public, de qualité et gratuit afin d'être accessible au plus grand nombre. La FEF soutient dès lors les étudiants québécois dans leur lutte pour la défense de leurs droits, et condamne fermement cette loi qui porte gravement atteinte aux droits et libertés de tous les étudiants !